

L'Actu de la semaine

du 29 avril au 3 mai 2019

Nos documentalistes recensent pour vous chaque semaine l'essentiel de l'actualité repérée sur les sites institutionnels et transmis à nos Rédactions.

FISCAL

SOCIAL

AFFAIRES

IMMOBILIER

CIVIL

DIVERS

FISCAL

Sites institutionnels

- [Brochure d'information sur la déclaration des loyers](#) mars 2019 (mise à jour annuelle des valeurs locatives des locaux professionnels)
- [Version consolidée](#) de la convention avec la Lituanie modifiée par la convention multilatérale
- [Rapport d'information n° 442](#) de MM. Charles GUENÉ et Claude RAYNAL, fait au nom de la commission des finances : sur les conséquences financières et fiscales de la création de la métropole de Lyon (10 avril 2019)

Jurisprudence

- La Cour administrative d'appel de Paris confirme que la société Google Ireland Limited n'est pas imposable en France au titre des années 2005 à 2010 : [CAA Paris 25-4-2019 n° 17PA03065, n° 17PA03066, n° 17PA03067, n° 17PA03068, 17PA03069](#)
- Contributions et taxes - Impôts sur les revenus et bénéfices - Conventions internationales : [CE 24-4-2019 n° 399952](#) - [Analyses](#)

Au BOFiP-Impôts

- [02/05/2019](#) : PAT - Aménagements et précisions en matière d'IFI (loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019, art. 48)

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 19 avril 2019](#) modifiant l'arrêté du 9 décembre 2016 précisant le décret n° 2016-1683 du 5 décembre 2016 fixant les règles et procédures concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, dites « norme commune de déclaration »
- [Arrêté du 26 avril 2019](#) homologuant la télé-procédure de « Déclaration de la contribution sociale de solidarité des sociétés et de la contribution additionnelle »
- [Arrêté du 26 mars 2019](#) homologuant la télé-procédure de « Déclaration sociale des indépendants - revenus 2018 »

- [Décret n° 2019-388 du 30 avril 2019](#) relatif aux modifications mineures de type IA des termes d'une autorisation de mise sur le marché qui ne sont pas subordonnées au paiement du droit prévu à l'article 1635 bis AE du code général des impôts
- [Décret n° 2019-389 du 30 avril 2019](#) pris pour l'application de l'article 1635 bis AE du code général des impôts relatif aux droits perçus à l'occasion de demandes déposées à l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé
- [Arrêté du 24 avril 2019](#) portant déconcentration de la procédure prévue à l'article 795 A du code général des impôts
- [Arrêté du 11 avril 2019](#) portant agrément des normes professionnelles relatives à la mission d'audit d'états financiers, élaborées par le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables

Union Européenne

- [Proposition de DIRECTIVE DU CONSEIL](#) modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et la directive 2008/118/CE relative au régime général d'accise en ce qui concerne l'effort de défense dans le cadre de l'Union
- Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Régime particulier des petites entreprises – Articles 282 à 292 – Franchise de TVA au profit des petites entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur au seuil fixé – Livraison simultanée de deux biens immobiliers par une seule opération – Dépassement de la limite annuelle du chiffre d'affaires compte tenu du prix de vente de l'un des deux biens – Obligation d'acquitter la taxe sur la valeur totale de l'opération : [CJUE 2-5-2019 aff. 265/18](#)
- Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Déduction de la taxe payée en amont – Sixième directive 77/388/CEE – Article 17, paragraphes 2 et 6 – Directive 2006/112/CE – Articles 168 et 176 – Exclusion du droit à déduction – Acquisition de services d'hébergement et de restauration – Clause de standstill – Adhésion à l'Union européenne : [CJUE 2-5-2019 aff. 225/18](#)
- Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 66 – Fait générateur et exigibilité de la taxe – Moment où la prestation de services est effectuée – Travaux de construction et de montage – Prise en compte du moment de la réception des travaux prévue au contrat de prestation de services : [CJUE 2-5-2019 aff. 224/18](#)
- Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Remboursement de la TVA – Directive 2008/9/CE – Article 20 – Demande d'informations complémentaires formulée par l'État membre du remboursement – Informations devant être fournies dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande par le destinataire – Nature juridique de ce délai et conséquences du non-respect de celui-ci : [CJUE 2-5-2019 aff. 133/18](#)
- Aides existantes et aides nouvelles – Notion d'aide nouvelle – Remboursement d'un impôt sur les dividendes – Régime élargi aux sociétés établies en dehors du territoire de l'État membre concerné – Libre circulation des capitaux – Obligations des juridictions nationales : [CJUE 2-5-2019 aff. 598/17](#)
- Tarif douanier commun – Classement tarifaire – Nomenclature combinée – Sous-positions 8526 91 20 et 8528 59 00 – Système de navigation GPS ayant plusieurs fonctions : [CJUE 2-5-2019 aff. 268/18](#)

SOCIAL

Sites institutionnels

- [Circulaire Unédic n° 2019-06 du 25-4-2019](#) : Majoration des salaires forfaitaires servant de base de calcul des contributions des armateurs, des cotisations et de certaines prestations des marins du commerce, de la plaisance, de la pêche et des cultures marines
- [BOCC n° 2019/07 du 2 mars 2019](#)
- [Circulaire ECOI1907576C du 11 avril 2019](#) : Activités de services à la personne : déclaration et agrément des organismes de services à la personne.

- [Communiqué ministériel](#) : Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté : Un guide pour accompagner la mise en œuvre du référent de parcours
- [Actualité France compétences](#) : Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage ont été très largement suivies par les branches
- [Actualité MSA](#) : Vos obligations en lien avec la pénibilité au travail – maj du 29-3-2019
- [Actualité Unédic](#) : Les règles d'assurance chômage à Mayotte à compter du 1er mai 2019
- [Guide CIPAV](#) : Micro-entrepreneurs 2019

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 2 avril 2019](#) fixant le modèle de statuts des caisses locales déléguées pour la sécurité sociale des travailleurs indépendants
- [Décret n° 2019-371 du 26 avril 2019](#) relatif aux modalités d'échanges de flux pour la mise en œuvre du revenu de solidarité active en Guyane et à Mayotte
- [Décret n° 2019-372 du 26 avril 2019](#) fixant la liste des séjours de répit aidants-aidés autorisés à mener l'expérimentation prévue à l'article 53 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance
- [Décret n° 2019-373 du 26 avril 2019](#) relatif aux cotisations applicables aux régimes d'assurance vieillesse complémentaire et d'assurance invalidité-décès des officiers ministériels, officiers publics et des compagnies judiciaires
- [Décret n° 2019-374 du 26 avril 2019](#) relatif à l'indemnisation du chômage à Mayotte
- [Décret n° 2019-382 du 29 avril 2019](#) portant application des dispositions de l'article 104 de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel relatif aux obligations en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans l'entreprise
- [Décret n° 2019-381 du 29 avril 2019](#) fixant la liste des professions mentionnées au I de l'article 7 de l'ordonnance n° 2016-1809 du 22 décembre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles de professions réglementées
- [Décret n° 2019-386 du 29 avril 2019](#) fixant les taux spécifiques applicables à certains affiliés relevant de la sécurité sociale des travailleurs indépendants
- [Décret n° 2019-387 du 29 avril 2019](#) fixant la méthode de conversion des points acquis dans le régime complémentaire d'assurance vieillesse de la Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse en points du régime complémentaire de la sécurité sociale des travailleurs indépendants
- [Arrêté du 26 avril 2019](#) fixant le modèle de demande d'abandon de créances de cotisations et contributions sociales pour les cotisants d'outre-mer de Saint-Barthélemy et Saint-Martin et ayant subi une baisse de leur chiffre d'affaires à la suite des événements climatiques exceptionnels survenus entre le 5 et le 7 septembre 2017
- [Arrêté du 26 mars 2019](#) homologuant la télé-procédure de « Déclaration sociale des indépendants - revenus 2018 »
- [Décret n° 2019-390 du 30 avril 2019](#) modifiant la liste des personnes participant de façon occasionnelle à des missions de service public
- [Arrêté du 24 avril 2019](#) fixant le modèle d'attestation du suivi de l'état de santé des apprentis reçus en visite d'information et de prévention par un médecin exerçant en secteur ambulatoire
- Prud'hommes : [CE 24-4-2019 n° 405793](#)
- [Décret n° 2019-400 du 2 mai 2019](#) portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active
- [Décret n° 2019-401 du 2 mai 2019](#) portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active à Mayotte
- [Arrêté du 19 avril 2019](#) modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante

AFFAIRES

Sites institutionnels

- [Communiqué ministériel](#) : Lancement d'une mission inter-inspections sur l'organisation du contrôle de la sécurité sanitaire des aliments
- [Décision AMF du 16-4-2019](#) relative aux modifications des règles de fonctionnement du système multilatéral de négociation (SMN) Morgan Stanley France permettant de démarrer l'activité des carnets d'ordres réservés aux transactions de taille élevée et aux transactions se basant sur un prix de référence
- [Communiqué AMF](#) : Les autorités françaises accordent au dépositaire central Euroclear France son agrément au titre du règlement CSDR - [Décision AMF du 16 avril 2019](#)
- [Décision AMF du 16 avril 2019](#) relative aux modifications des règles de fonctionnement du système multilatéral de négociation (SMN) Morgan Stanley France permettant de démarrer l'activité des carnets d'ordres réservés aux transactions de taille élevée et aux transactions se basant sur un prix de référence
- [Communiqué AMF](#) : La Commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers sanctionne la société Iliad pour manquement à ses obligations d'information au public et l'un de ses dirigeants, M. Maxime Lombardini, pour manquement d'initié – [Décision SAN-2019-05](#)
- [Actualité AMF](#) : Vers Prospectus 3 : le nouvel espace dédié du site de l'AMF pour tout comprendre
- [Actualité AFA](#) : L'AFA consulte sur son projet de guide relatif aux fusions-acquisitions : [Projet de Guide pratique](#)
- [CEPC Cas pratique n° 5 – 18 avril 2019](#) : Etude de clauses contractuelles contenues dans un contrat de prestation de service

Au Journal Officiel

- [Arrêté du 16 avril 2019](#) portant renouvellement de l'agrément de l'Association de la presse pour la transparence économique
- [Arrêté du 2 avril 2019](#) modifiant l'arrêté du 21 juin 2016 relatif aux modalités de mise en œuvre du guichet unique prévues par les articles L. 5334-6-1 et L. 5334-6-2 du code des transports
- [Décret n° 2019-378 du 26 avril 2019](#) relatif aux conditions de collecte et de traitement de données épidémiologiques par des personnes agréées
- [Délibération Cnil n° 2019-047 du 11 avril 2019](#) portant avis sur un projet de décret relatif aux conditions dans lesquelles la collecte de données épidémiologiques et leur traitement peuvent être confiés à des personnes agréées (demande d'avis n° 19003802)
- [Décret n° 2019-381 du 29 avril 2019](#) fixant la liste des professions mentionnées au I de l'article 7 de l'ordonnance n° 2016-1809 du 22 décembre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles de professions réglementées
- [Décision CNB du 28 mars 2019](#) portant réforme du Règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat (art. 21-1 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée)
- [Décret n° 2019-392 du 30 avril 2019](#) relatif à l'organisation du service à compétence nationale TRACFIN
- [Arrêté du 30 avril 2019](#) modifiant l'arrêté du 7 janvier 2011 portant organisation du service à compétence nationale TRACFIN
- [Ordonnance n° 2019-397 du 30 avril 2019](#) portant transposition de la directive (UE) 2016/797 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de l'Union européenne et de la directive (UE) 2016/798 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à la sécurité ferroviaire et adaptation du droit français au

règlement (UE) 2016/796 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer et abrogeant le règlement (CE) n° 881/2004

- [Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2019-397 du 30 avril 2019](#) portant transposition de la directive (UE) 2016/797 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de l'Union européenne et de la directive (UE) 2016/798 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative à la sécurité ferroviaire et adaptation du droit français au règlement (UE) 2016/796 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relatif à l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer et abrogeant le règlement (CE) n° 881/2004
- [Délibération CRE n° 2019-086 du 25 avril 2019](#) portant décision sur l'évolution de la grille tarifaire du tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF au 1er juillet 2019
- Procédure - urbanisme commercial : [Avis CE 15-4-2019 n° 425854](#)
- [Arrêté du 19 avril 2019](#) régularisant les tarifs des courses de taxi pour 2018
- [Arrêté du 19 avril 2019](#) régularisant les tarifs des courses de taxi pour 2019
- [Décision n° 2019-027 du 18 avril 2019](#) portant adoption du règlement intérieur de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières

Union Européenne

- [DIRECTIVE \(UE\) 2019/633 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 17 avril 2019](#) sur les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire
- [RÈGLEMENT \(UE\) 2019/674 DE LA COMMISSION du 29 avril 2019](#) modifiant l'annexe III du règlement (CE) no 110/2008 du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses
- [RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ \(UE\) 2019/667 DE LA COMMISSION du 19 décembre 2018](#) modifiant le règlement délégué (UE) 2015/2205, le règlement délégué (UE) 2016/592 et le règlement délégué (UE) 2016/1178 afin de reporter les dates différées d'application de l'obligation de compensation pour certains contrats dérivés de gré à gré
- [DÉCISION \(UE\) 2019/682 DU CONSEIL du 9 avril 2019](#) autorisant les États membres à ratifier, dans l'intérêt de l'Union européenne, le protocole d'amendement à la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel
- [Communiqué Commission européenne](#) : Pratiques anticoncurrentielles: la Commission accepte les engagements de Mastercard et de Visa pour réduire les commissions d'interchange interrégionales
- Passation des marchés publics – Directive 2014/24/UE – Coûts de main-d'œuvre – Exclusion automatique du soumissionnaire n'ayant pas indiqué de façon distincte dans l'offre lesdits coûts – Principe de proportionnalité : [CJUE 2-5-2019 aff. 309/18](#)
- Directive 97/67/CE – Règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux – Prestation du service postal universel – Droits exclusifs de l'opérateur désigné – Émissions de moyens d'affranchissement autres que des timbres-poste : [CJUE 2-5-2019 aff. 259/18](#)
- Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Convention de Lugano II – Article 15 – Contrat conclu par un consommateur – Lien avec la directive 2008/48/CE – Contrat de crédit à la consommation – Articles 2 et 3 – Notions de "consommateur" et de "transactions auxquelles s'applique la directive" – Montant maximal du crédit – Absence de pertinence au regard de l'article 15 de la convention de Lugano II : [CJUE 2-5-2019 aff. 694/17](#)
- Agriculture – Règlement (CE) no 510/2006 – Article 13, paragraphe 1, sous b) – Protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires – Fromage manchego ("queso manchego") – Utilisation de signes pouvant évoquer la région à laquelle est liée l'appellation d'origine protégée (AOP) – Notion de "consommateur moyen normalement informé et raisonnablement attentif et avisé" – Consommateurs européens ou consommateurs de l'État membre où le produit visé par l'AOP est fabriqué et majoritairement consommé : [CJUE 2-5-2019 aff. 614/17](#)

- Protection de la santé – Paquet d’hygiène – Règlement (CE) no 853/2004 – Hygiène des denrées alimentaires d’origine animale – Obligations des exploitants du secteur alimentaire – Exigences spécifiques – Viandes d’ongulés domestiques – Entreposage et transport – Conditions de température de la viande : [CJUE 2-5-2019 aff. 98/18](#) – [Communiqué de presse](#)
- Efficacité énergétique – Directive 2012/27/UE – Article 11, paragraphe 1 – Coût de l’accès aux relevés et aux informations relatives à la facturation – Droit des clients finals de recevoir sans frais toutes leurs factures et les informations relatives à la facturation pour leur consommation d’énergie – Frais d’accès au réseau d’électricité – Réduction sur les frais d’accès au réseau d’électricité accordée par une entreprise de vente d’électricité aux clients ayant opté pour la facture électronique : [CJUE 2-5-2019 aff. 294/18](#)

IMMOBILIER

Sites institutionnels

- [Dossier de presse ministériel](#) : plan d’investissement volontaire à l’initiative des partenaires sociaux d’Action Logement
- [TAUX PLAFONDS DES PC](#) (Mis à jour le 02/05/2019)

Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-383 du 29 avril 2019](#) relatif aux modalités de déclaration des avances en compte courant prévues à l'article L. 423-15 du code de la construction et de l'habitation et des prêts participatifs prévus à l'article L. 423-16 du même code
- [Ordonnance n° 2019-395 du 30 avril 2019](#) relative à l'adaptation du contrat de construction d'une maison individuelle avec fourniture de plan dans le cadre de la préfabrication
- [Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2019-395 du 30 avril 2019](#) relative à l'adaptation du contrat de construction d'une maison individuelle avec fourniture de plan dans le cadre de la préfabrication
- [Arrêté du 27 février 2019](#) modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public
- Procédure - urbanisme commercial : [Avis CE 15-4-2019 n° 425854](#)

CIVIL

Sites institutionnels

- [Communiqué ministériel](#) : Pensions alimentaires : du concret issu du grand débat pour les femmes !
- [Dossier de presse ministériel](#) : Le permis pour tous
- [Circulaire INTE1907367C du 25-4-2019](#) : Déploiement de l'application iCatNat relative à la dématérialisation de la procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle - Ouverture du service de dépôt en ligne des demandes de reconnaissance au profit des communes

- [BO Ministère de la Justice n°2019-04 du 30 avril 2019](#) : [Circulaire du 12 avril 2019](#) de présentation des dispositions relatives à l'acquisition de la nationalité française par naissance et résidence en France des enfants nés à Mayotte de parents étrangers
- [Interview de Thomas Andrieu](#), Directeur des affaires civiles et du Sceau au ministère de la justice : Loi du 23 mars 2019 : une réforme majeure de la procédure civile
- [Blog Dalloz Réforme du droit des obligations](#) : De l'usage des nouveaux textes dans le contentieux fondé sur l'ancien droit des obligations

Au Journal Officiel

- Etat civil – Polynésie française : [CE 17-4-2019 n° 413219](#)

DIVERS

- [Déclaration du Premier ministre](#) : Séminaire de travail avec le Gouvernement et des représentants de la majorité
- [Arrêté du 23 avril 2019](#) pris pour l'application de l'article 29 du décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation
- [PROPOSITION DE RÉSOLUTION n° 1882](#) tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale présentée par M. Richard FERRAND, Président de l'Assemblée nationale.
- [Lettre de la DAJ n°272 du 25-4-2019](#)
- Conseil d'Etat : [Lettre de la justice administrative n° 57](#)
- [Cahiers de jurisprudence de la CAA de Nantes n° 25](#)
- [Lettre de jurisprudence du TA de Melun n° 26, avril 2019](#)
- [Rev.jurisp. ALYODA 2019 n°2](#)
- [JO AN Questions/Réponses n° 18 du 30-4-2019](#)
- [JO Sénat Questions/Réponses n° 18 du 2-5-2019](#)